



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
GENERALE  
T/C.2/SR.297  
14 février 1956  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE PERMANENT DES PETITIONS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DEUX CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,  
le lundi 16 janvier 1956, à 14 h. 40.

SOMMAIRE

- Examen des pétitions concernant le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française : projets de rapports du Comité permanent des pétitions (T/C.2/L.198, T/C.2/L.199 (suite))

PRESENTS

Président : M. JAIPAL

Inde

Membres : M. HAMILTON

Australie

M. MASSONET )

Belgique

M. SCHEYVEN )

M. de CAMARET

France

M. DORSINVILLE

Haïti

M. KOVALENKO

Union des Républiques  
socialistes soviétiques

Egalement présent :

M. LEFEVRE

Représentant spécial de  
l'Autorité administrante  
pour le Territoire sous  
tutelle du Cameroun sous  
administration française

Secrétariat :

M. BERENDSEN

Secrétaire du Comité

EXAMEN DES PETITIONS CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS  
ADMINISTRATION FRANÇAISE : PROJETS DE RAPPORTS DU COMITE PERMANENT DES PETITIONS  
(T/C.2/L.198, T/C.2/L.199) (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Lefèvre, Représentant spécial pour le  
Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, prend place à  
la table du Comité.

Document T/C.2/L.198 (suite)

I. Pétition de l'Assemblée générale de l'Union des populations du Cameroun tenue  
à Bafang (T/PET.5/316) (suite)

Le PRESIDENT rappelle au Comité qu'à la séance précédente, le représentant  
spécial a proposé une nouvelle rédaction du paragraphe 15 du projet de rapport.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) explique que cette nouvelle rédaction  
a pour objet de faire disparaître la mention du mois de janvier 1956. Il se peut  
que les élections municipales aient déjà eu lieu à Bafang et il serait préférable  
de tenir compte de cette possibilité en rédigeant le rapport du Comité.

Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, le paragraphe 15  
sera modifié dans le sens que vient d'indiquer le représentant spécial.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT rappelle que, lors de la précédente séance, le représentant  
de la Belgique a proposé de remplacer les mots : "Appelle l'attention des péti-  
tionnaires sur les observations", au paragraphe 1 du dispositif du projet de  
résolution, par les mots : "Prend acte des observations"; la pétition (T/PET.5/316)  
émanait en effet de l'Union des populations du Cameroun qui est maintenant dissoute.

Parlant en sa qualité de représentant de l'Inde, il propose que l'amendement  
de la Belgique soit mis aux voix.

Par 4 voix contre 2, l'amendement proposé par la Belgique est adopté.

Par 4 voix contre 2, le projet de résolution, amendé, est adopté.

M. DORSINVILLE (Haïti) déclare qu'il a cru comprendre, lors de la 296ème séance, que les rapports du Comité adressés au Conseil seraient modifiés de telle sorte que l'attention du Conseil serait appelée sur la discussion générale qui a eu lieu à propos de l'amendement de la Belgique.

Le PRESIDENT indique que les opinions exprimées par les membres du Comité figureront dans les comptes rendus analytiques où il est traité de cette question et que ces documents seront à la disposition du Conseil de tutelle.

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) ajoute que, si le Comité désire appeler l'attention du Conseil sur les opinions exprimées par ses membres autrement que par le moyen habituel des comptes rendus analytiques, il sera nécessaire de prendre une décision spéciale à ce sujet.

II. Pétition du Comité central de l'Union des populations du Cameroun de Bayangam (T/PET.5/319), du Comité de l'Union des populations du Cameroun de Bangui-Chari (T/PET.5/327), du Comité central de l'Union des populations du Cameroun de Mélong I (T/PET.5/361) et du Comité de l'Union des populations du Cameroun de New-Bell Centre (T/PET.5/422)

M. KOVALENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que, d'après les observations de l'Autorité administrante qui figurent à la section II, paragraphe 5 du document T/C.2/L.164/Add.1, il a fallu, dans certains cas, faire accompagner des agents fiscaux par des agents de la force publique. Etant donné cette déclaration, il propose d'ajouter au dispositif du projet de résolution un nouveau paragraphe dans lequel le Comité exprimerait l'espoir que l'Autorité administrante n'aura pas recours aux agents de la force publique pour la perception des taxes.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) souligne que, dans les circonstances normales, les agents fiscaux ne sont pas accompagnés par des agents de la force publique.

M. de CAMARET (France) ajoute que les remarques de l'Autorité administrante concernent la perception des droits de place sur les marchés, et non pas des taxes au sens courant de ce mot. Diverses pétitions qui ont été soumises

au Comité font état d'incidents qui se sont produits sur les marchés alors que les agents fiscaux venaient réclamer le montant des taxes.

M. HAMILTON (Australie) propose d'ajouter au dispositif un paragraphe 2 aux termes duquel le Conseil noterait que, dans les circonstances normales, les agents fiscaux qui perçoivent les droits de place sur les marchés ne sont pas accompagnés par des agents de la force publique. Il propose, en outre, d'amender le texte qu'a suggéré le représentant de l'URSS en ajoutant un paragraphe 3, dans lequel le Conseil exprimerait l'espoir qu'à l'avenir, il ne sera plus jamais nécessaire de faire accompagner les agents fiscaux par des agents de la force publique. Selon cet amendement, c'est à la population qu'il appartiendrait de ne pas créer des conditions telles qu'il devienne nécessaire pour les agents de la force publique d'accompagner les agents fiscaux. Il ne conviendrait pas d'inviter l'Autorité administrante à priver les agents fiscaux de la protection de la force publique aussi longtemps qu'ils seront exposés à des dangers.

M. DORSINVILLE (Haïti) demande si les agents de la force publique participent réellement à la perception des droits ou s'ils ne se trouvent sur les marchés que pour y maintenir l'ordre public.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) explique qu'un certain nombre d'incidents se sont produits sur divers marchés, notamment dans la région Bamiléké. C'est ainsi qu'à Bansa des manifestants sont arrivés par camions de Douala, située à de nombreux kilomètres de distance. La police a dû intervenir pour rétablir l'ordre et pour éviter que les agents fiscaux ne soient molestés.

Les droits de place sur les marchés doivent être acquittés dans chaque marché par les vendeurs, alors que les impôts sont payés chaque année par toute la population. En aucun cas, les percepteurs n'ont été accompagnés par la police et la police n'est pas autorisée à recouvrer des impôts ou à percevoir des droits.

M. KOVALENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'étant donné la déclaration du représentant spécial, il aimerait que le texte qu'il a proposé s'applique à la fois aux droits de place sur les marchés et aux impôts.

M. MASSONET (Belgique) indique qu'il votera contre la proposition du représentant de l'Union soviétique, qui donne à croire que le rôle de la force publique est d'aider à percevoir les droits et les taxes, ce qui n'est nullement le cas.

La proposition qu'il a faite lors de la précédente séance, tendant à remplacer les mots "Appelle l'attention des pétitionnaires" par les mots "Prend note des" devrait, dans son esprit, s'appliquer à tous les projets de résolutions relatifs à des pétitions émanant de l'Union des populations du Cameroun et des organisations qui y étaient affiliées, ou des personnes privées écrivant pour le compte de l'Union. Sa proposition concerne donc également le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution que le Comité est en train d'examiner.

Par 4 voix contre 2, l'amendement au paragraphe 1 proposé par la Belgique est approuvé.

Par 3 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le nouveau paragraphe proposé par l'Australie est approuvé.

M. KOVALENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques), soulevant une question d'ordre, déclare que le second amendement proposé par l'Australie constitue une proposition séparée plutôt qu'un amendement à la proposition de l'URSS; en effet, il transforme entièrement le contenu de la proposition soviétique et tend à empêcher qu'elle ne soit mise aux voix.

M. HAMILTON (Australie) fait observer que son amendement est étroitement lié à la première phrase de la proposition de l'URSS et n'aurait pas de sens par lui-même. De plus, si l'on présentait son amendement à la proposition de l'URSS comme une proposition séparée, on donnerait une impression fautive de l'attitude de sa délégation. La délégation de l'Australie ne voit aucune raison de faire figurer dans le texte de résolution l'expression d'un espoir de cette nature ou toute autre recommandation de ce genre; mais, puisqu'une telle recommandation a été proposée, elle est prête à accepter, dans un esprit de compromis, que cette recommandation soit insérée dans le projet de résolution sous une forme modifiée.



Le PRESIDENT déclare que la proposition de l'Australie constitue un amendement à la proposition de l'URSS, au sens de l'article 61 du règlement intérieur.

Par 3 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement de l'Australie à la proposition de l'URSS est approuvé.

M. KOVALENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) explique qu'il a voté contre cet amendement parce qu'il présentait sa proposition sous un jour entièrement faux. En outre, les mots "à l'avenir", qui figurent dans le texte, pourront donner à penser que le Conseil excuse l'emploi des agents de la force publique pour la perception des taxes et des droits auxquels l'Administration aurait recouru dans le passé. Il proteste contre la procédure que le Comité a suivie pour ce vote et qui a eu pour effet d'empêcher que sa proposition ne soit mise aux voix.

Par 3 voix contre 2, avec une abstention, le nouveau paragraphe 3, proposé par le représentant de l'Union soviétique et amendé, est approuvé.

Par 3 voix contre zéro, avec 3 abstentions, l'ensemble du projet de résolution, amendé, est adopté.

III. Pétitions du Vice-Président de l'Union des populations du Cameroun (T/PET.5/325), de l'Association des notables camerounais, section locale de Bafang (T/PET.5/330 et Add.1), de l'Association des notables camerounais à Bafang (T/PET.5/397) et de M. Lucas Tchani (T/PET.5/465)

En réponse à des questions du PRESIDENT et de M. MASSONET (Belgique), M. LEFEVRE (Représentant spécial) déclare que toutes les pétitions ci-dessus mentionnées, à l'exception d'une seule (T/PET.5/325) émanent de pétitionnaires que l'Administration n'a aucune raison de considérer comme partisans de l'Union des populations du Cameroun.

M. MASSONET (Belgique) suggère que la pétition du Vice-Président de l'Union des populations du Cameroun (T/PET.5/325) fasse l'objet d'un texte distinct auquel s'appliquerait l'amendement général qu'il a proposé.

M. KOVALENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer qu'une telle procédure compliquerait les travaux du Comité. Les pétitions qui figurent dans la section III ont été examinées ensemble et le Secrétariat a rédigé le projet de résolution d'après cette discussion d'ensemble.

Le PRESIDENT indique qu'en plus de la section que le Comité examine actuellement, il existe un certain nombre de sections relatives à des pétitions qui émanent à la fois de l'Union des populations du Cameroun et d'autres sources. Etant donné la discussion qui a eu lieu sur l'amendement de la Belgique, il propose que, dans tous les cas de ce genre, les pétitions émanant de l'Union des populations du Cameroun ou des organisations qui y étaient affiliées soient traitées dans un projet de résolution distinct A, et que les autres pétitions soient traitées dans un autre projet de résolution sous la lettre B. Cette procédure permettrait d'appliquer l'amendement proposé par la Belgique chaque fois que cela serait nécessaire.

Il en est ainsi décidé.

Par 4 voix contre 2, le projet de résolution A et l'amendement proposé par la Belgique sont approuvés.

Par 3 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le projet de résolution B est adopté.

IV. Pétitions concernant un différend relatif aux terres à Bayangam (T/PET.5/341 et Add.1, T/PET.5/379, 405, 425 et 532)

M. KOVALENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande qu'il soit procédé à un vote séparé sur chaque paragraphe du projet de résolution.

M. HAMILTON (Australie) propose d'insérer dans le paragraphe 2, après les mots "a fait remarquer", les mots "selon la loi coutumière".

Il propose également de placer le signe "a)" devant les mots " que le tribunal du deuxième degré..." et le signe "b)" devant les mots "et que ce jugement a été confirmé par la Chambre spéciale d'homologation"; tel qu'il est actuellement rédigé, le paragraphe a un sens quelque peu ambigu.



M. DORSINVILLE (Haïti) et M. MASSONET (Belgique) déclarent qu'ils n'ont pas d'objections à formuler aux propositions de l'Australie.

Par 4 voix contre 2, l'amendement proposé par la Belgique au paragraphe 1 du projet de résolution est approuvé.

Par 4 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 1 du projet de résolution B est approuvé.

Par 3 voix contre zéro, avec 3 abstentions, les amendements au paragraphe 2 proposés par l'Australie sont approuvés.

Par 4 voix contre une, avec une abstention, le paragraphe 2, amendé, est approuvé.

Par 5 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 3 est approuvé.

Par 3 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 4 est approuvé.

Par 4 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'ensemble des projets de résolution A et B, amendés, est approuvé.

V. Pétition de M. Mardus Mouaha (T/PET.5/346)

M. DORSINVILLE (Haïti) formule une critique contre le nouveau texte du paragraphe 5 du projet de rapport. A son avis, il conviendrait d'écrire "s'il se conforme aux règlements en vigueur" et non pas "s'il convainc les autorités qu'il se conformera...".

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) explique que le Secrétariat a rédigé ce nouveau texte, en tenant compte de la déclaration que le représentant spécial a faite à la quinzième session du Conseil de tutelle, selon laquelle la demande d'autorisation du pétitionnaire pourra être prise en considération s'il est disposé à se conformer aux règlements en vigueur.

Le PRESIDENT, parlant en sa qualité de représentant de l'Inde, approuve la remarque du représentant d'Haïti.

M. MASSONET (Belgique) fait observer que, puisque le texte du Secrétariat cite une résolution adoptée par le Conseil de tutelle, la rédaction ne peut pas en être modifiée.

M. de CAMARET (France) est prêt à accepter le texte actuel.

Le PRESIDENT, parlant en sa qualité de représentant de l'Inde, appuyé par M. DORSINVILLE (Haïti), propose que le paragraphe du dispositif de la résolution 1149 (XV) du Conseil de tutelle soit cité entièrement.

M. HAMILTON (Australie) est d'avis qu'il suffira d'appeler l'attention du pétitionnaire sur les termes de la résolution 1149 (XV) du Conseil de tutelle.

Le PRESIDENT propose d'ajouter le membre de phrase suivant au paragraphe du dispositif du projet de résolution : "et sur la déclaration de son représentant spécial, selon laquelle, si le pétitionnaire présente une nouvelle demande d'autorisation, cette demande sera dûment prise en considération."

Par 3 voix contre zéro, avec 3 abstentions, cette proposition est approuvée.

Par 3 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe du dispositif, amendé, est approuvé.

Par 3 voix contre zéro, avec 3 abstentions, l'ensemble du projet de résolution, amendé, est approuvé.

VI. Pétition du "Syndicat des membres de l'enseignement officiel", C.G.T. de Yaoundé (T/PET.5/347)

A l'unanimité, le projet de résolution est approuvé.

VII. Pétition de M. Joseph Ndjem (T/PET.5/356)

A l'unanimité, le projet de résolution est approuvé.

VIII. Pétition de M. Pierre Girbard Ombang (T/PET.5/375)

M. MASSONET (Belgique) indique qu'il votera contre le paragraphe 2 du projet de résolution qui, à son avis, ne concerne pas la pétition en question.

M. DORSINVILLE (Haïti) propose de modifier le début du paragraphe 2 en le rédigeant de la façon suivante : "Appelle l'attention de l'Autorité administrante sur le fait qu'à sa treizième session, le Conseil a noté que l'Autorité administrante se proposait de changer le système actuel d'impôt de capitation..."

M. HAMILTON (Australie) déclare qu'il votera contre le paragraphe 2, car il estime, comme le représentant de la Belgique, que l'ensemble du paragraphe semble n'avoir aucun rapport avec le fond de la pétition. Il tient à préciser que son vote ne devra pas être considéré comme une objection à l'une quelconque des recommandations qui figurent dans ce paragraphe et qui pourraient normalement être faites au sujet de pétitions concernant le régime fiscal.

Par 3 voix contre 2, avec une abstention, le Comité décide de supprimer le paragraphe 2.

Par 3 voix contre zéro, avec 3 abstentions, l'ensemble du projet de résolution, amendé, est adopté.

Le PRESIDENT constate qu'il n'est pas besoin de renseignements particuliers sur les mesures prises concernant l'une quelconque des pétitions traitées dans le document T/C.2/L.198. Il n'est donc pas nécessaire de mettre aux voix le paragraphe 3 du projet de rapport.

Par 4 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'ensemble du projet de rapport, amendé, est adopté.

DOCUMENT T/C.2/L.199

- I. Pétitions relatives aux incidents d'août à novembre 1954 dans les régions Bamoun, Bamiléké, Sanaga-Maritime et Mbam (T/PET.5/320 et Add.1, 358, 366, 369, 381 et Add.1 à 3, 382, 420, 461, 478, 479, 480 et 545)

M. KOVALENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose d'ajouter au dispositif du projet de résolution un paragraphe 3 rédigé comme suit :

"3. Exprime l'espoir que, conformément aux dispositions de l'Accord de tutelle, l'Autorité administrante garantira aux partis politiques du Territoire la liberté de parole et de réunion."

M. HAMILTON (Australie) déclare qu'il votera contre la proposition du représentant de l'Union soviétique. Le texte qu'il propose invite implicitement l'Autorité administrante à se conformer aux dispositions de l'Accord de tutelle; or, il n'a nullement été établi au cours du débat que l'Autorité administrante n'ait pas respecté ces dispositions.

M. MASSONET (Belgique) estime que si le représentant de l'Union soviétique tient à rappeler à l'Autorité administrante les dispositions de l'Accord de tutelle, il devrait citer le dernier paragraphe de l'article 10 intégralement, y compris les mots "sous la seule réserve des nécessités de l'ordre public". M. Massonet est d'avis, comme le représentant de l'Australie, que le texte de la délégation soviétique renferme une insinuation qui est injuste pour l'Autorité administrante. Il votera donc contre cette proposition.

Le PRESIDENT met aux voix la proposition du représentant de l'Union soviétique.

Par 3 voix contre une, avec 2 abstentions, la proposition de l'Union soviétique est rejetée.

Le PRESIDENT, parlant en sa qualité de représentant de l'Inde, dit qu'il s'est abstenu parce que sa délégation n'a pas encore examiné toute la portée des incidents en question.

Par 4 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement de la Belgique au paragraphe 1 du projet de résolution A est approuvé.

Par 4 voix contre 2, avec une abstention, le paragraphe 1 du projet de résolution A, ainsi modifié, est approuvé.

Par 3 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 1 du projet de résolution B est approuvé.

Par 3 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 2 est approuvé.

Par 3 voix contre 2, avec une abstention, les projets de résolution A et B dans leur ensemble sont approuvés.

II. Pétitions relatives aux incidents d'octobre 1954 à Maroua (T/PET.5/337, 350, 358, 369, 475, 515 et 547)

M. KOVALENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose d'ajouter, au dispositif du projet de résolution, un deuxième paragraphe ainsi conçu :

"2. Exprime l'espoir que l'Autorité administrante observera les dispositions de l'Accord de tutelle relatives à la liberté de parole et de réunion."

Par 3 voix contre une, avec 2 abstentions, la proposition de l'Union soviétique est rejetée.

Par 4 voix contre 2, l'amendement de la Belgique au paragraphe 1 du projet de résolution A est approuvé.

Par 4 voix contre 2, le paragraphe 1 du projet de résolution A, ainsi modifié, est approuvé.

Par 3 voix contre une, avec 2 abstentions, le paragraphe 1 du projet de résolution B est approuvé.

Par 3 voix contre 2, avec une abstention, les projets de résolution A et B, dans leur ensemble, sont approuvés.



II. Pétitions relatives aux incidents de novembre 1954 à Douala (T/PET.5/367, 369, 370, 372, 373, 377, 395, 415, 440, 451, 457, 463, 468, 472, 473, 474, 475, 488, 496, 497, 498, 500, 502, 513, 515, 520, 521, 523, 524 et 548)

M. KOVALENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose de remplacer, au paragraphe 6 du projet de résolution, les mots "Prend note de la déclaration du représentant de l'Autorité administrante, selon laquelle son gouvernement désire assurer" par les mots "Exprime l'espoir que l'Autorité administrante assurera".

M. de CAMARET (France) fait observer que le mot "préavis", qui figure au paragraphe 3 du texte français du projet de résolution, peut donner lieu à un malentendu.

M. LEFEVRE (Représentant spécial) partage l'opinion du représentant de la France. Il est manifestement impossible pour l'Autorité administrante d'annoncer à l'avance une perquisition aux personnes intéressées. Dans les affaires en question les formes légales ont été observées. Si les parties intéressées étaient absentes au moment de la perquisition, elles en ont été informées ultérieurement. M. Lefèvre propose donc de remplacer les mots "et qu'un préavis a été adressé aux personnes intéressées" par les mots "les personnes intéressées étaient informées des perquisitions".

Le PRESIDENT propose de remplacer les mots "qu'un préavis a été adressé aux personnes intéressées" par les mots "autant que possible en présence des personnes intéressées et, lorsque cela n'a pas été possible, en présence de témoins".

Il en est ainsi décidé.

M. HAMILTON (Australie) propose de remplacer les paragraphes 5 et 6 par un nouveau paragraphe 5 rédigé dans les termes suivants :

"Tout en soulignant qu'il est nécessaire de garantir aux partis politiques la liberté de réunion et que les réunions ne doivent être dissoutes que dans des circonstances exceptionnelles, prend note de la déclaration du représentant de l'Autorité administrante, selon laquelle son gouvernement continuera d'assurer la liberté de réunion au Cameroun sous administration française, sous la seule réserve du maintien de l'ordre public."

(M. Hamilton, Australie)

Ce nouveau texte aurait l'avantage de supprimer la mention relative à la résolution 1055 (XIV) du Conseil de tutelle, qui a trait à une question différente, et de rappeler l'attitude de l'Autorité administrante à ce sujet.

Le PRESIDENT, parlant en sa qualité de représentant de l'Inde, déclare qu'il est opposé à la suppression des paragraphes 5 et 6, qui traduisent fidèlement le débat du Comité et traitent des questions soulevées dans la pétition.

M. SCHEYVEN (Belgique) indique qu'il votera pour l'amendement de l'Australie qui, à son avis, exprime plus nettement le fond de la question.

Par 4 voix contre 2, l'amendement de la Belgique au paragraphe 1 du projet de résolution A est approuvé.

Par 4 voix contre 2, le paragraphe 1 du projet de résolution A, amendé, est approuvé.

Par 3 voix contre zéro, avec 3 abstentions, le paragraphe 1 du projet de résolution B est approuvé.

Par 4 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 2 est approuvé.

Par 4 voix contre une, avec une abstention, le paragraphe 3, amendé, est approuvé.

Par 5 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 4 est approuvé.

La proposition du représentant de l'Australie est mise aux voix.

Il y a 3 voix pour et 3 voix contre.

Après la suspension de séance prévue à l'article 38 du règlement intérieur du Conseil de tutelle, il est procédé à un second vote.

Il y a 3 voix pour et 3 voix contre. La proposition n'est pas adoptée.

Par 3 voix contre 2, avec une abstention, le paragraphe 5 est approuvé.

Par 3 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement du représentant soviétique au paragraphe 6 est rejeté.

Le PRESIDENT propose de remplacer, au paragraphe 6, les mots "désire assurer" par le mot "assure".

Il en est ainsi décidé.

Sur la demande du représentant de l'Union soviétique, les mots "dans la plus grande mesure possible", qui figurent au paragraphe 6, sont mis aux voix séparément.



Par 2 voix contre une, avec une abstention, les mots "dans la plus grande mesure possible" sont maintenus.

Par 3 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 6, amendé, est approuvé.

Par une voix contre zéro, avec 5 abstentions, l'ensemble du projet de résolution A, amendé, est approuvé.

Par une voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution B, amendé, est approuvé.

Le PRESIDENT constate qu'il n'est pas besoin de renseignements particuliers sur les mesures prises au sujet de l'une quelconque des pétitions traitées dans le document T/C.2/L.199. Il n'est donc pas nécessaire de mettre aux voix le paragraphe 3 du projet de rapport.

L'ensemble du projet de rapport est mis aux voix.

Il n'y a aucune voix pour ni aucune voix contre, mais 6 abstentions.

Conformément à l'article 38 du règlement intérieur du Conseil de tutelle, le Comité décide de procéder à un second tour à la séance suivante.

La séance est levée à 17 h. 35.